

# Le reniement, c'est maintenant !

Nicolas Sarkozy a gagné l'élection présidentielle. Du moins son programme économique d'austérité, dont l'élément central était une augmentation de la TVA. En effet, le gouvernement actuel vient d'annoncer une future augmentation de cet impôt particulièrement injuste sur presque tous les produits et services, comme l'avait voulu l'UMP. La plupart des prix augmenteront (et la baisse très limitée du taux 5,5 % à 5 % ne produira aucun effet sur les prix) alors que les salaires stagnent depuis des années et que ceux qui perdent leur emploi perdent également du revenu. Prenons un exemple concret d'augmentation : les places de cinéma étaient taxées à 5,5 % il y a un an, le sont à 7 % actuellement, et le seraient à 10 % en 2014, soit un quasi-doublement.

Cette mesure anti-sociale a pour but de permettre un nouveau cadeau fiscal de 20 milliards d'euros aux patrons et actionnaires, au nom de la « compétitivité ». Au-delà du fait qu'il s'agit d'un scandaleux transfert de richesses du plus grand nombre vers la classe capitaliste, le monde actuel aurait plus besoin de coopération que de compétition.

Il n'aura pas fallu six mois au pouvoir Hollande/Ayrault pour revenir sur ses engagements électoraux. Avec ce projet, ce gouvernement adopterait une politique économique clairement de droite, puisqu'elle s'accompagnerait de la réduction de la « dépense publique », c'est-à-dire l'école, les hôpitaux, la Poste, la recherche, etc. Si rien n'est fait pour contrer cette politique, les mois et les années qui viennent s'annoncent sombres pour les travailleurs, les chômeurs, les précaires et les jeunes.

Nous pouvons nous mobiliser collectivement pour empêcher cette hausse de la TVA. Plus largement, l'indispensable mobilisation contre l'austérité ne pourra faire reculer le gouvernement que si elle se fait à la base, quartier par quartier, entreprise par entreprise, établissement par établissement, dans des comités autonomes réunissant ceux qui sont organisés dans un syndicat ou un parti et ceux, immensément plus nombreux, qui ne le sont pas. C'est au sein de tels comités que doivent se discuter les moyens de répondre aux attaques du gouvernement, en liaison avec les mêmes comités de base qui se créent en Espagne, en Italie et ailleurs, car c'est par la construction d'un véritable mouvement social au moins européen, démocratique et unitaire dans la diversité, que nous pourrons lutter concrètement et efficacement contre les politiques d'austérité dès maintenant, et inventer ensemble un autre futur que le capitalisme et ses crises.